MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

Référence unique de mandat :

Type de contrat : PRELEVEMENT CENTRE DE LOISIRS

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Commune de VILLEFRANCHE-SUR-CHER à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et CA VAL DE FRANCE votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Commune de VILLEFRANCHE-SUR-CHER.
Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :
- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

IDENTIFIANT CREANCIER SEPA

FR 36 ALS 808342

DESIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal :
Ville :
Pays :

DESIGNATION DU CREANCIER

Nom :Commune de VILLEFRANCHE-SUR-CHER
Adresse :PLACE DE L'HOTEL DE VILLE

Code postal :41200
Ville :VILLEFRANCHE-SUR-CHER
Pays :

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN) — IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC)

F R

Type de paiement :	Paiement récurrent/répétitif	X
	Paiement ponctuel	

Signé à : VILLEFRANCHE-SUR-CHER

Le (JJ/MM/AAAA) :

Signature :

DESIGNATION DU TIERS DEBITEUR POUR LE COMPTE DUQUEL LE PAIEMENT EST EFFECTUE (SI DIFFERENT DU DEBITEUR LUI-MEME ET LE CAS ECHEANT) :

Nom du tiers débiteur :

JOINDRE UN RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE (au format IBAN BIC)

Rappel :

En signant ce mandat, j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par Commune de VILLEFRANCHE-SUR-CHER. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec VILLEFRANCHE-SUR-CHER.

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.